



## CONSEIL COMMUNAUTAIRE

7 DECEMBRE 2023

### DELIBERATION N° 2023-174-DC

Le sept décembre deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le trente novembre deux mille vingt-trois et sous sa présidence

#### Membres présents :

*Président*, Jackie GOULET CLAISSE

*Vice-présidents*, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 167 à 179), Anatole MICHEAUD, Béatrice BERTRAND, Christian RUALT, Éric MOUSSERION, Éric TOURON

*Conseillers délégués*, Sophie TUBIANA (sauf 176 et 177), Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT (sauf 176)

*Conseillers*, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE (de 151 à 166), Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Michel DELPHIN, Myriam de CARCARADEC, Bruno CHEPTOU, François BREE, Patricia COCHET, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Arlette BOURDIER, Bernard HENRY  
Michel PONCHANT suppléant Sandrine LION, Michaël LOUVET suppléant Nathalie GOHLKE (de 157 à 179)

#### Absent (s) / Excusé(s) :

Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Guy BERTIN, Sandrine LION, Alain BOURDIN, Gilles TALLUAU, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Marie-Luce DURAND, Nathalie MORON, Colette GAGNEUX, Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD, Éric POEHR, Isabelle DEVAUX, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Marc-Antoine NERON, Nathalie LIEBAULT, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAUGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINEAU, Patricia VILLARME

#### Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Grégory PIERRE à Thomas GUILMET, Marc BONNIN à Claudie MARCHAND, Alain BOURDIN à Jean-Philippe RETIF, Gilles TALLUAU à Yves BOUCHER, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Olivier DESCHARD à Sylvie BEILLARD, Fabrice BARDY à Isabelle ISABELLON, Laurence CAILLAUD à Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD à Nicole MOISY, Éric POEHR à François BREE, Isabelle DEVAUX à Sophie TUBIANA (sauf 176 et 177), Noël NERON à Astrid LELIEVRE, Bertrand CHANDOUINEAU à Jean-Pierre ANTOINE

**Secrétaire de séance : Amelle PONCET**

	DC 151 à 156	DC 157 à 166	DC 167 à 175	DC 176	DC 177	DC 178 à 179
Membres en exercice	81	81	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41	41	41
Présents	51	52	52	50	51	52
Absents - Excusés	30	29	29	31	30	29
Pouvoirs	13	13	13	12	12	13
Votants	64	65	65	62	63	65

### CONVENTION D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES (TFPB) DANS LE QUARTIER PRIORITAIRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE – AVENANT N°4

Les travaux d'élaboration des nouveaux contrats de ville sont engagés.

Cette nouvelle génération de contrats appelée « Engagements Quartiers 2030 » repose sur un important travail de concertation réalisé auprès des habitants du quartier prioritaire pour garantir la prise en compte de l'expression citoyenne. La signature du nouveau contrat de ville de l'Agglomération Saumur Val de Loire devra intervenir au plus tard au 31 mars 2024.

La convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB dans le quartier prioritaire de la Politique de la Ville de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a été signée le 31 décembre 2015 pour couvrir la période 2016-2019.

**Annexée au Contrat de Ville**, cette convention initiale précise les engagements du bailleur social Saumur Habitat dans le quartier prioritaire, et notamment les actions qui concourent au renforcement de la qualité de service rendus aux locataires comme par exemple la formation et le soutien des personnels de proximité, le sur-entretien, la tranquillité résidentielle, la concertation et la sensibilisation des locataires ...

En cohérence, les régimes fiscaux zonés attachés au Contrat de Ville peuvent être prorogés pendant toute la durée de validité dudit contrat.

Cette convention a ainsi été prorogée par voie d'avenant n°01 signé le 8 juin 2017 pour la période 2019-2020, par avenant n°02 signé le 20 octobre 2020 pour la période 2021-2022, et par avenant n°03 le 20 décembre 2022 pour 2023.

En l'attente de la signature des nouveaux Contrats de Ville, le projet de loi de finances pour 2024 permet de prolonger jusqu'au 31 décembre 2024 le bénéfice de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements sociaux dans les Quartiers Politiques de la Ville (QPV) pour les contrats en cours.

Il convient donc, par la signature de l'avenant n°04 ici proposé, de prolonger jusqu'au 31 décembre 2024 les termes et les effets de la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB pour le quartier prioritaire de la politique de la ville, afin d'envisager sa révision une fois achevée la délimitation du nouveau zonage du QPV et la signature du nouveau contrat de ville de l'Agglomération, au plus tard le 31 mars 2024.

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

**Vu** la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

**Vu** le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains, retenant le seul quartier prioritaire de la politique de la ville Chemin Vert – Hauts Quartiers ;

**Vu** l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales portant sur les compétences des Communautés d'Agglomération ;

**Vu** la délibération n°2017/016 DC en date du 2 février 2017 précisant le champ de compétence d'intervention de la Communauté d'Agglomération, au titre de ses compétences obligatoires ; que, parmi celles-ci, figure la politique de la ville, dont les programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

**Vu** la délibération n°2020-124-DC du 30 juillet 2020 relative aux attributions légales du conseil parmi lesquelles l'approbation des dispositions portant orientation en matière de politique de la ville ;

**Considérant** la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB signée en date du 31 décembre 2015, prorogée ;

**Considérant** l'élaboration en cours d'un nouveau Contrat de Ville de l'Agglomération pour une signature fixée au plus le 31 mars 2024 ;

**Considérant** que les dispositifs fiscaux zonés, attachés au Contrat de Ville, sont prorogés d'autant ;

**Considérant** la nécessité de formaliser cette prolongation par la signature d'un avenant à la convention initiale d'utilisation de l'abattement de la TFPB pour le quartier prioritaire de la politique de la ville de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

- **D'APPROUVER** les termes de l'avenant n°04 de prolongation de la convention local d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) ci annexé,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer le dit avenant n°04.

**La délibération est adoptée à l'unanimité.**

Résultat des votes :

Pour : 65 - Contre : 0 - Abstention : 0

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,  
Maire de la Ville de Saumur

Date d'affichage :

  
  
Jackie GOULET-CLASSE

*En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »*